

je connais les faits tels qu'ils sont actuellement. Ils sont bien décrits ce soir dans le *Citizen* d'Ottawa, qui n'a jamais eu la réputation d'aimer outre mesure le parti conservateur et qui déclare en première page que le président Kennedy a dit que c'est au Canada que les prix se sont le mieux maintenus dans le monde. Voici ce qu'il dit:

Le président Kennedy a déclaré aujourd'hui que c'est le Canada qui avait le mieux réussi à maintenir la stabilité des prix parmi les pays industriels les plus importants et que les États-Unis venaient au second rang quand il s'est agi d'enrayer cette psychose de l'inflation.

Voilà la meilleure réponse à donner à ces prophètes de malheur qui ont déclaré dans tant de discours à travers le Canada que la politique du gouvernement dont j'ai l'honneur de faire partie mènerait à l'inflation de même qu'à la faillite économique dans nos industries. L'honorable député de Rimouski de même que d'autres honorables vis-à-vis semblent prendre plaisir à prétendre que rien de ce qu'a fait le gouvernement dans le domaine de la planification n'a donné de résultat. Monsieur l'Orateur c'est grâce aux actions mûrement réfléchies du gouvernement conservateur qu'aujourd'hui nous pouvons dire avec fierté, comme M. John Meyer, le critique financier de la *Gazette*, que, pour le secteur des affaires, c'est la meilleure année depuis 1956. Voici ce que dit M. John Meyer dans sa revue annuelle parue dans la *Gazette* de Montréal du 12 janvier 1963:

Pour le secteur canadien des affaires, c'est la meilleure année depuis 1956.

Tout porte à croire que l'expansion continuera en 1963, mais le budget fédéral est la question économique la plus pertinente.

L'accroissement du produit national brut, qui se chiffre par 8 p. 100 pour l'année, est l'accroissement le plus fort depuis 1956 et le quatrième en importance depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il s'est assorti d'une amélioration réelle de la productivité pour la première fois depuis le milieu des années cinquante. Au début de l'année, tout permettait de croire que l'économie continuerait de s'accroître, mais à un rythme plus lent cependant. La projection donnait un accroissement du produit national brut de 5 p. 100 avec un accroissement proportionnel de la productivité. Toutefois, il est possible que cet accroissement soit sous-estimé.

Il y a trois mois à peine, un renversement du cycle de l'activité commerciale dans le premier trimestre était couramment prévu. Au cours du quatrième trimestre, toutefois, on s'est aperçu que l'activité économique était relancée par suite de la dévaluation et des surtaxes à l'importation imposées ensuite ainsi que des différentes mesures fiscales instaurées précédemment par le gouvernement fédéral.

Monsieur l'Orateur, voilà le résultat d'une planification sensée établie par des hommes intelligents qui se rendent compte de la nécessité de servir les Canadiens.

Nous avons aussi entendu tantôt le député de Rimouski prétendre que les marchés d'exportation du Canada ont diminué depuis que

[L'hon. M. Sévigny.]

le pays est dirigé par le premier ministre Diefenbaker et son parti. Or, les faits démontrent clairement que loin de diminuer, nos exportations ont augmenté de 30 p. 100 depuis l'an dernier, et un relevé statistique révèle que nos exportations vers les pays du Marché commun ont augmenté de 16 p. 100, qu'elles ont augmenté de 36 p. 100 en Amérique latine, de 38 p. 100 en Extrême-Orient et même de 90 p. 100 dans les pays situés derrière le rideau de fer. Voilà des résultats concrets qui prouvent bien que lorsque les honorables vis-à-vis prétendent que l'économie s'en va à la ruine, ils essaient uniquement, comme toujours, de tromper le peuple en lui faisant croire que, sous la direction du gouvernement actuel, la situation s'est aggravée, alors qu'en réalité, elle s'améliore constamment.

Après les élections, nous nous sommes trouvés encore une fois aux prises avec une crise sérieuse qui exigeait une planification économique de première valeur. Nous avons alors pris, bien à contre-cœur, des mesures radicales qui se révélaient absolument indispensables si l'on voulait restaurer l'équilibre fiscal du pays et, encore ici, au sujet de ce que nous avons fait, M. Meyer a écrit ce qui suit:

Le rétablissement après la crise a été beaucoup plus rapide qu'on ne le prévoyait. Toutes les mesures prises en vue de renflouer les réserves de change ont maintenant été abandonnées, sauf les 300 millions de dollars qui ont été empruntés au Fonds monétaire international. De fait, la rapidité avec laquelle s'est opéré le redressement menace maintenant d'annuler l'effet de l'expérience, en favorisant un sentiment de fausse sécurité et, d'une certaine manière, cela peut être aussi préjudiciable que l'indifférence du début.

C'est justement parce que nous ne voulons pas nous laisser aller à un sentiment de fausse sécurité que nous présentons aujourd'hui un bill en vue d'établir un office national d'expansion économique; cet office groupera les forces du monde de la finance, du travail, de l'industrie, de l'agriculture et des gens qui ont bénéficié d'une formation universitaire et, tous ensemble, favorisés par un climat d'estime et d'entente mutuelle, ils s'efforceront de relever la grandeur de notre pays et le bien-être de la population canadienne.

(Texte)

Monsieur le président, il est certain qu'il serait ridicule de s'endormir sur nos lauriers. Nous avons fait beaucoup. Grâce à l'action dynamique, imaginative et constructive posée par des membres du gouvernement dont je fais partie, nous avons réussi à relancer une économie canadienne vers la conquête de nouveaux sommets; nous avons réussi à changer ce qui était la menace d'une récession catastrophique causée par l'inertie du gouvernement antérieur en une période de prospérité sans précédent dans l'histoire du pays.